

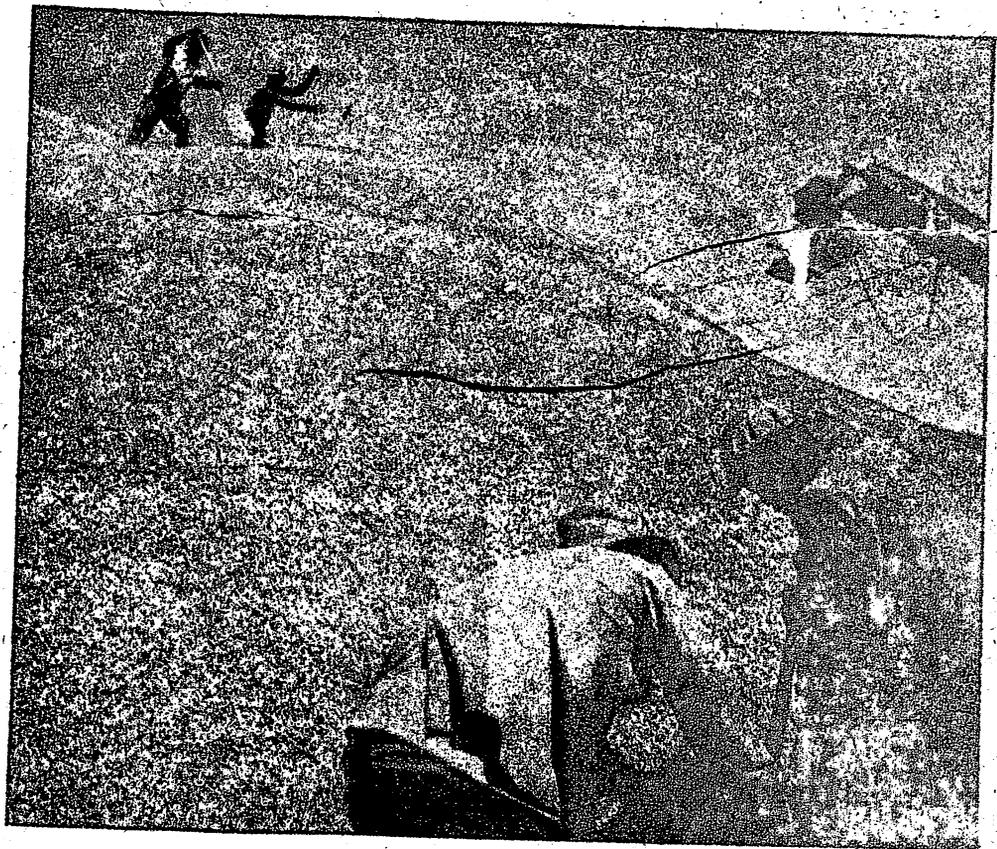
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNACIONALISTES

N° 93 - 23 février 1981 PRIX : 1 F

S
E
N
E
G
A
L



VOIR
LE SOMMAIRE
AU VERSO

l'état exporte
des produits
alimentaires

ALORS QUE LA POPULATION
EN MANQUE

sommaire

Page 2

EDITORIAL : SENÉGAL

Page 4

SENÉGAL : Abdou Diouf
joué au démocrate

Page 5

MALI : Vers le F CFA,
symbole de domination
de l'impérialisme
français

Page 6/7

• EMIGRATION TCHADIENNE :
les mesquineries du
gouvernement français

• TCHAD : la charité
n'enraye pas la misère

Page 8

CENTRAFRIQUE : du
cinéma pour la galerie

Page 9

ZIMBABWE : la mise au
pas des troupes
rivales

Page 10

Quand le PCF flatte
les préjugés racistes

abonnements

FRANCE : 1 an

-pli ouvert : 12 F

-pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspon-
dance à Combat Ouvrier
BP 145, 75 023 Paris
Cedex

en spécifiant :

"pour le PAT"

Prière de régler les abon-
nements en timbres pos-
taux.

éditorial

SENÉGAL : L'ETAT EXPORTE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

===== ALORS QUE LA POPULATION EN MANQUE =====

Au Sénégal comme dans les autres pays du Sahel la sèche-
resse aura, cette année encore, des conséquences catastrophiques
sur l'alimentation de centaines de milliers de paysans. Au Mali
par exemple, quelques semaines après les récoltes les prix du mil
et du riz montent en flèche déjà car c'est la disette. Le fait que
les gouvernements envoient des émissaires partout pour demander
l'aide internationale atteste la gravité de la disette. Ainsi, le
26 janvier dernier l'ambassadeur d'Italie remettait au ministre sé-
négalais Alexandrenne, 3 300 tonnes de farine de blé.

Depuis le début février la population sénégalaise souf-
fre de la pénurie d'huile, de sucre et d'autres produits de premi-
ère nécessité. D'après les responsables gouvernementaux la pénurie
d'huile ne serait pas naturelle mais plutôt la conséquence de la
spéculation des commerçants. Ces derniers auraient contribué à la
pénurie en stockant l'huile (en attendant les hausses qui suivent
à chaque rumeur de pénurie) ou en la revendant dans les pays voi-
sins.

De nombreux commerçants agissent en spéculateurs sans
scrupules, souvent prêts à toutes les crapuleries, dussent-elles
affamer la population, du moment qu'ils ont leurs bénéfiques.

Mais tout de même, quand les dirigeants sénégalais pré-
tendent que les responsables de la pénurie d'huile sont les com-
merçants, ils font preuve d'un sacré culot. Car si les commerçants
y sont peut-être souvent pour quelque chose, ce sont les trusts,
par l'intermédiaire de la SONACOS (société d'Etat) qui retirent
du marché l'essentiel de la production d'huile pour l'exporter.
Les grands magasins en France ont tellement d'huile Lesieur qu'
ils font de la publicité tapageuse pour pouvoir l'écouler.

Et c'est bien à l'image du système capitaliste que la
population du Sénégal manque de choses comme l'huile d'arachide
qui est produite à profusion dans le pays. Comme est à l'image de
ce système le fait que pendant que la population souffre de disette,
le journal "Le Soleil" du 31 janvier annonce victorieusement :
"Nos fruits et légumes à l'assaut du marché européen". Il s'agit
de haricots verts, de piments, de melons charentais, de mangues...
etc, qui seront "un des secteurs clé les plus dynamiques du com-
merce extérieur sénégalais", selon le même journal.

"Nos fruits et légumes" ou encore "notre huile" dit-on
dans les discours. Mais qui sont donc ces "nous" ? Quelques capi-
talistes et quelques centaines de hauts fonctionnaires certaine-
ment car eux ils tirent profit de l'exportation de l'huile ou des
légumes verts.

Mais qu'est-ce qu'ils y gagneront, les ouvriers agrico-
les et les paysans ? Pendant que grâce à leur labeur les grandes
surfaces de Paris ou d'ailleurs pourront commercialiser des fruits
et des légumes de contre saison, eux, les paysans, les ouvriers
agricoles, souffriront peut-être de faim. Pendant qu'ils manquent
du minimum alimentaire, d'importants investissements seront faits.

... / ...

pour déverser des melons et des haricots verts -par avion et dans des emballages de luxe bien sûr- sur les marchés européens.

Des centaines de milliers de tonnes de produits alimentaires sont gaspillés ou détruits en Europe car il y a une surproduction, mais c'est encore pour l'Europe que les paysans sénégalais seront amenés à cultiver des légumes et des fruits, alors que eux-mêmes, ou en tous les cas leurs proches, sont menacés de famine.

C'est un système absurde, odieux. Mais c'est cela le système capitaliste, où l'on ne produit pas pour satisfaire des besoins, mais pour du profit. Puisque c'est dans les pays capitalistes riches d'Europe qu'il y a de larges marchés de consommateurs solvables, eh bien on produit pour ces marchés-là. Et tant pis pour ceux qui meurent de faim à quelques kilomètres seulement peut-être, de ces plantations modèles dont le régime est si fier. Mais les paysans du Sahel, eux, n'ont pas d'argent, ils n'intéressent pas ceux qui produisent pour le profit.

Alors bien sûr, les tenants du régime ont toutes sortes de raisons à invoquer pour justifier la nécessité d'exporter afin d'avoir des devises. C'est vrai que le Sénégal est lié à l'économie mondiale et c'est vrai que tout cela a une logique. Mais c'est cette logique là, la logique du système capitaliste, qui est révoltante. C'est ce système là qu'il faut détruire, par la révolte justement, par la violence, avant qu'il détruise la société, car déjà il détruit les hommes.

Et détruire le capitalisme, ce n'est pas le détruire seulement au Sénégal, car l'économie du Sénégal fait partie de l'économie mondiale. C'est le détruire partout et surtout là où est la tête de la pieuvre qui étouffe le monde, dans les pays impérialistes. Hors de la révolution prolétarienne internationale, hors du socialisme à l'échelle du monde, il n'y a pas de salut pour les pauvres !



SENEGAL

Abdou Diouf joue au démocrate

Le premier ministre Habib Thiam a présenté le programme de son gouvernement aux députés, à l'Assemblée Nationale. Dans son discours, Thiam n'a fait que des promesses, comme d'ailleurs son prédécesseur Abdou Diouf devenu Président, avait l'habitude de faire.

Le premier ministre promet entre autre de redresser la situation économique et sociale, de combattre la corruption, d'assainir les finances publiques etc... Sur le plan politique, il a annoncé qu'il allait proposer la révision de l'article de la constitution qui limite au nombre de quatre les partis politiques reconnus par le gouvernement et qui sont les suivants : Le PS (Parti Socialiste) de Senghor, le PDS (Parti Démocratique Sénégalais) d'Abdoulaye Wade, le PAI (Parti Africain pour l'Indépendance) de Majhemout Diop, le MRS (Mouvement Républicain Sénégalais) de Doucoure Gueye.

Mais selon ses dires Habib Thiam va proposer au Président Abdou Diouf et aux députés de modifier la constitution pour permettre et garantir l'expression démocratique de tous les courants politiques représentatifs du pays. Un proverbe Sénégalais (Pular) dit : " Hala mbelka sekata gaboudé " (les belles paroles ne déchirent pas les joues).

Car pour le moment ce ne sont que de belles paroles. Mais même dans ce beau discours Thiam a quand même annoncé la couleur en disant que seuls les " courants représentatifs " auront le droit de s'exprimer. Cela veut dire en clair que seuls les courants que Thiam et Diouf considéreront comme représentatifs seront reconnus. Tous les autres sont condamnés à se taire. Si quelqu'un ose appeler cela la démocratie, il ne peut être autre que Thiam ou encore Abdou Diouf, sinon leurs supporters inconscients ou réactionnaires.

Ce qui pousse aujourd'hui le gouvernement d'Abdou Diouf à autoriser l'existence légale d'autres partis que les quatre actuels, ce n'est pas sa conviction démocratique, sinon il aurait autorisé tout le monde à s'exprimer librement. Mais Diouf, nouveau Président veut se faire de la publicité. Au début du mois de Février il a convoqué, par l'intermédiaire de ses ministres, des réunions avec les syndicats des enseignants, des étudiants, et avec d'autres personnalités, réunions baptisées " Etats Généraux ". Dans la même foulée, Diouf a annoncé qu'il allait autoriser l'existence d'autres partis. S'il passe des paroles aux actes c'est sûrement le RND (Rassemblement National Démocratique) de Anta Diop et le PAI "clandestin" qui seront reconnus.

Ce sera tant mieux. Parce que dans les faits ce sera considéré comme un petit recul d'Abdou Diouf et de son gouvernement. Mais un tout petit recul bien calculé car si Diouf ou son régime pseudo-démocratique se permet de jouer avec le mot "démocratie" et "parlementaire" c'est parce qu'il contrôle bien la situation politique. Lorsqu'il y aura vraiment des troubles sociaux importants, il n'hésitera pas à dissoudre l'Assemblée, d'interdire les partis qu'il avait lui-même reconnus. Et s'il ne le fait pas quand les possédants estimeront que le temps de la comédie parlementaire est terminé, d'autres le feront à sa place, les dirigeants de l'armée par exemple.

Pourqu'il y ait une véritable liberté démocratique, les opprimés sénégalais, les travailleurs et les paysans pauvres en particuliers, ne doivent compter que sur eux-mêmes en s'organisant pour en finir, une fois pour toute avec ces genres de régimes dits "démocratiques" mais dictatoriaux dans la réalité.

MALI Vers le franc CFA

SYMBOLE DE DOMINATION DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Les 29 et 30 Janvier derniers, Moussa Traoré rencontrait Giscard à Paris. A l'issue de leurs conversations, Moussa Traoré a confirmé l'entrée prochaine du Mali dans l'UMOA (Union Monétaire Ouest Africaine) de même que son retour au franc CFA. Donc bientôt le franc malien sera remplacé par le franc CFA.

Cette nouvelle a soulevé quelques inquiétudes dans le milieu des travailleurs maliens, ici dans l'émigration. En effet, personne ne sait comment le remplacement du FM par le F CFA se traduira. Aujourd'hui, 100 FM valent 50 F CFA. Donc normalement, avec le retour au F CFA, un produit qui coûte 100 FM devrait coûter 50 F CFA. Mais peut-on dire que les choses se passeront de cette manière? L'on est saisi de doute rien qu'à y penser. Les inquiétudes des travailleurs sont bien légitimes, tout comme il est légitime de craindre que les salaires ne subissent une baisse, de même que le niveau de vie général de la population.

Mais que le Mali revienne dans l'UMOA et qu'il accepte la disparition de sa monnaie, voilà qui prend une signification précise. Ce qui pour les galonnés de Bamako est présenté comme un succès diplomatique n'est que le retour à un système qui consacre officiellement, sur le plan monétaire, la main-mise de l'impérialisme français sur l'économie du Mali. L'existence de l'UMOA et de la zone franc constitue en effet un symbole de la dépendance complète des pays africains francophones à l'impérialisme français. Ces organismes sont le prolongement direct de la domination coloniale.

Avant les indépendances, les colonies françaises appartenaient à une même zone économique, la zone franc. Les territoires d'Afrique Occidentale par exemple avaient la même monnaie, fabriquée par la même banque, à Paris. A l'avènement des indépendances, la France imposait aux Etats africains, en 1962, l'Union Monétaire Ouest Africaine, de même que la zone franc. Ce qui signifiait que les Etats africains devaient avoir toujours une monnaie commune devenue le franc CFA. Une monnaie fabriquée en France et qui n'avait de valeur que par rapport au franc français.

L'avantage pour les capitalistes français dans un tel système est évident. Cela facilite les investissements et limite la concurrence des impérialismes rivaux, tout en permettant un contrôle de l'économie des pays en question. Cependant, pour les pays africains, quel signe manifeste que cette dépendance monétaire! Certes, cela ne change rien fondamentalement, mais que des pays indépendants n'aient même pas le monopole de la fabrication et de la gestion de leur monnaie, c'est le signe d'une soumission quasi coloniale. L'UMOA en était la manifestation concrète.

Mais en 1962, le Mali de Modibo Keita refusait d'entrer dans l'UMOA. Le régime malien créait sa propre monnaie, le FM et se mettait ainsi hors de la zone franc. C'était un geste politique, une façon d'affirmer une volonté d'indépendance face à l'ancienne puissance coloniale. En faisant ce geste, Modibo Keita avait peut-être aussi l'idée qu'en ayant sa propre monnaie, le Mali contrôlerait sa propre économie. Force est de constater qu'il s'est trouvé confronté à d'énormes difficultés. Car la dépendance économique a été tissée par des siècles d'exploitation dont la monnaie n'est qu'un prolongement.

Le régime de Modibo dût renégocier des accords avec la France en 1967. Le franc malien fut dévalué de 50 % en échange de "l'aide" de la France. Cette mesure n'a pas signifié la fin des problèmes économiques du Mali. Le franc malien qui existe toujours signifie un précédent politique, ne serait-ce que par rapport aux pays voisins. Et sa dévaluation de moitié a été un coup porté à l'économie du pays. Car les importations revenaient à deux fois plus chères.

Les régimes qui se sont succédés depuis à Bamako ont donc fini par choisir la voie de la soumission totale, par l'entrée dans l'UMOA et le retour au franc CFA. Officiellement, cette entrée ne se fera que progressivement, après une "politique d'assainissement économique", et une réévaluation prochaine du franc malien. En tout cas toutes ces mesures imposées par l'impérialisme signifient : faire place nette pour le retour des capitaux français. Quand au régime actuel, le retour dans l'UMOA lui garantira un soutien financier plus substantiel.

Mais pour la population pauvre, rien ne changera, que le Mali soit dans l'UMOA ou pas. Pour les exploités maliens, qu'ils achètent le mil en F CFA ou en FM, leur misère sera la même. Et tout le problème est là. Car la domination de l'impérialisme n'est pas un problème de monnaie. Des régimes africains peuvent essayer de prendre quelque distance politique par rapport à l'impérialisme. Mais quoi qu'ils fassent ils ne peuvent échapper longtemps à sa domination.

La seule façon de s'émanciper de cette domination impérialiste, c'est de lutter pour sa destruction.

* * * * *

EMIGRATION TCHADIENNE : LES MESQUINERIES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Depuis environ un mois, le gouvernement français exige désormais des ressortissants tchadiens un visa d'entrée en France ou de sortie. Cette mesure est intervenue juste quelques jours après l'annonce du projet de fusion.

Cela apparait comme une mesure de représailles à l'encontre du GUNT. Officiellement, la France s'est prononcée contre le projet de fusion. L'opinion publique en France reproche au gouvernement français d'avoir misé sur un mauvais cheval, Habré et d'avoir laissé Kadhafi envahir le Tchad sans réagir. A qui s'en prend-il pour montrer sa "fermeté"? Aux étudiants tchadiens non responsables de la situation. Quelle mesquinerie!

Pour ceux-là, cette mesure signifie plus d'attente prolongée aux aéroports, plus de contrôles ou même d'expulsion; elle signifie aussi plus de tracasseries administratives telles que le renouvellement de la carte de séjour.

* * * * *
* * * * *
* * * * *

TCHAD

LA CHARITÉ N'ENRAYE PAS LA MISÈRE

Dans l'émigration tchadienne il y a des sujets qui, en ce moment, font l'objet de beaucoup de discussions. Mis à part le problème de fusion entre le Tchad et la Libye, un certain nombre de tchadiens pensent que la tâche primordiale est de venir au secours des réfugiés qui ont fui la guerre et qui vivent dans des conditions misérables à Kousséri au Cameroun, au Soudan, au Nigéria ...etc.

Le problème n'est pas nouveau. Il a existé, ici dans cette émigration, une organisation humanitaire qui a agi sur ce terrain mais qui n'a pas duré longtemps. Aujourd'hui d'autres tchadiens cherchent à se regrouper à nouveau sur cette même base.

Que des tchadiens soient touchés par les souffrances des victimes de la guerre, c'est certainement une bonne chose. Qu'ils collectent habits, médicaments, nourriture...etc pour aider les réfugiés à vivre un tout petit peu mieux ne serait-ce que pour un moment, soit.

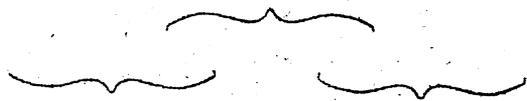
Mais la charité ne peut au mieux que soulager quelques cas individuels de misère. Et encore, combien de fois dans le passé la charité des uns n'a fait qu'engraisser un certain nombre d'intermédiaires ou de fonctionnaires véreux.

Alors, ceux qui sont vraiment du côté des exploités, du côté des pauvres, n'ont pas à leur donner l'illusion que la solution à leurs souffrances se trouve ailleurs, que cette solution ne dépend pas d'eux mais de la bonne volonté des autres.

La seule façon d'être du côté des exploités, de ceux qui ont souffert de la guerre comme des autres, c'est de contribuer à ce qu'ils apprennent à se battre, et à se battre pour eux-mêmes. C'est de leur prêcher la révolte, et pas leur donner de la charité. C'est de les aider à acquérir la conscience politique de leurs intérêts, la conscience qu'ils faut qu'ils s'organisent.

Que les intellectuels qui, ici dans l'émigration, sont prêts à organiser la charité, ne croient pas décharger leur conscience. Qu'ils ne croient pas qu'ils sont quittes. La charité, tout le monde peut en faire. Les missionnaires du temps colonial en ont fait. Même les gouvernements des pays impérialistes en font.

Mais par contre, mettre sa vie, ses connaissances, son courage au service des exploités, militer pour l'organisation politique révolutionnaire du prolétariat tchadien et, plus généralement, africain, c'est autre chose. Et c'est là que l'on manque cruellement de monde.



CENTRAFRIQUE :

du cinéma pour la galerie

Le 1^o Février, les Centrafricains ont été aux urnes pour le référendum sur un nouveau " projet de constitution "

Selon les chiffres officiels, pour 859 447 votants, il y aurait eu 837 410 "oui" et 22 134 "non" et "nuls". Ces chiffres sont significatifs. Non seulement, en Centrafrique de Dacko, on n'a pas perdu les habitudes des "99 %" mais les responsables centrafricains n'ont même pas cherché à bien maquiller les chiffres. En additionnant les " oui " et les " non " et les bulletins nuls, il y a plus de bulletins que de votants!

La nouvelle constitution prévoit beaucoup de choses : libertés démocratiques, multipartisme, élections législatives, présidentielles ...etc... D'après les bruits, Dacko lui-même n'en serait pas un chaud partisan. Il voulait plutôt un parti unique. Il avait proposé à tous les partis de se réunir dans un seul mouvement, l' " UNIR " (Union Nationale pour l'Indépendance et la Renaissance), une sorte de parti unique ayant diverses tendances politiques en son sein.

Mais il semble que la France de Giscard en ait décidé autrement. Cela lui est facile puisque c'est grâce à son aide financière et militaire que le régime de Dacko tient debout. L'opinion publique française et internationale s'intéresse relativement à la République Centrafricaine car le gouvernement français y est impliqué. D'une part parce que les troupes françaises y sont présentes depuis qu'elles ont démis Bokassa, d'autre part à cause de la proximité du Tchad. Pour donner du crédit aux affirmations selon lesquelles ses troupes seraient venues pour libérer le pays de la dictature et non pour installer un autre dictateur, Giscard oblige ses pions à jouer la comédie du parlementarisme pour un temps.

Dans les prochaines élections présidentielles - si elles ont vraiment lieu - les participants seront nombreux, car il existe une dizaine de partis politiques comme le MLPC de Patassé, le FPO de Ngoumba, le PRP de Maïdou, le RPC de Bangui, le Parti Socialiste.., etc... Les dirigeants de ces partis sont tous des personnes qui ont déjà participé au premier gouvernement Dacko, ou à celui de Bokassa ou aux deux.

Peut-être que le cinéma du référendum et les futures élections changeront l'image de marque du régime. Mais sur le fond cela ne changera pas grand chose car quelle que soit la constitution ceux qui font la loi ce sont les militaires locaux ou français. D'ailleurs il y a eu deux tentatives de coup d'Etat dans les 8 derniers mois, et l'impérialisme français qui est le principal metteur en scène, vient d'augmenter le nombre de ses militaires dans le pays.

En tout cas les enseignants et les élèves, les employés des PTT, et le personnel de la Mairie de la Capitale n'ont pas attendu les résultats des élections pour se mettre en grève pour défendre leurs intérêts.

F

F

F

ZIMBABWE

vers la mise au pas des troupes rivales

Des affrontements militaires entre troupes rivales ont fait 300 morts environ et des centaines de blessés au Zimbabwe. Cela s'est passé à Bulawayo, où une fraction de la ZIPRA (Armée Révolutionnaire du Peuple de Zimbabwe) partisane de N'Komo, s'est opposée aux troupes de la ZANLA (Armée de Libération Nationale du Zimbabwe) partisane de l'actuel premier ministre Mugabe.

Profitant des affrontements, l'armée régulière est intervenue pour rétablir l'ordre sous son autorité et à son profit.

Les causes de ces affrontements remontent au 18 avril, date de l'indépendance, où les dirigeants des guérillas nationalistes les plus importants, Mugabe et N'Komo, se sont engagés aux accords de Londres à désarmer progressivement les maquisards. Il était prévu que ces derniers soient renvoyés chez eux dans leurs villages, ou réintégrés dans l'armée nationale dirigée et encadrée par des officiers blancs de l'ancienne armée de Ian Smith.

Jusqu'à présent 12 à 15 000 guérilleros ont déjà intégré l'armée. Il reste maintenant environ 22 000 qui attendent leur tour avec leurs armes. Et c'est justement une partie de ces derniers, qui font partie de la ZIPRA, qui se sont révoltés.

A cela s'ajoutent des rivalités ethniques.

En tout cas, au travers des affrontements de Bulawayo, comme les affrontements précédents, tantôt ce sont les partisans de N'Komo, tantôt ceux de Mugabe, qui sont remis au pas. On constate que l'évolution va dans le sens du contrôle total par l'armée régulière, cette armée qui est, de surcroît, dirigée par des officiers de l'ancien régime ségrégationniste.

On constate aussi que Mugabe comme N'Komo, même s'ils sont opposés par des rivalités de personne, et même si ces rivalités retardent la mise au pas de tout le pays par l'armée régulière, ils se comportent en hommes politiques bourgeois "responsables". Ils préfèrent faire appel à l'armée régulière plutôt qu'à leurs propres troupes.

Ainsi Mugabe et N'Komo préparent leur propre tombe en laissant se désintéresser les troupes de la guérilla qui leur ont permis de monter au pouvoir.

Et si demain Mugabe et N'Komo arrivent à désarmer entièrement leurs propres troupes au profit de l'armée régulière ils risquent de devenir de simples pantins qui ne resteront au pouvoir que tant que cette armée le voudra.

* * * * *

* * * * *

*

QUAND LE PCF FLATTE LES PRÉJUGÉS RACISTES

La démagogie contre l'immigration est devenue depuis quelque temps un des leitmotivs de la campagne politique du Parti Communiste Français. Cela a commencé le 24 décembre dernier avec l'affaire de Vitry où la municipalité PC avait envoyé ses militants saccager un foyer où logent quelques 300 travailleurs maliens. Depuis, les déclarations spectaculaires allant dans le même sens n'ont pas cessé.

La dernière en date est celle du maire PC de Damarie-les-Lys annonçant son intention de fermer un des deux foyers Sonacotra de cette ville ; soi-disant que ceux qui logent dans ce foyer (410 personnes dont 367 immigrés) ne travaillent plus dans la municipalité. La municipalité communiste d'Ivry quant à elle veut instaurer un quota d'enfants d'immigrés dans les colonies de vacances qu'elle organise. A Montigny c'est une famille d'ouvriers marocains que la municipalité a accusé dans un tract et au cours d'une manifestation, de trafic de drogue.

Manifestement il s'agit d'une campagne systématique et délibérée du PC par rapport à l'ensemble de l'immigration. Le PC ne rate aucune occasion pour aller dans ce sens.

Ce n'est ^{pas} par hasard que toute cette campagne est déclenchée à l'approche des élections présidentielles. Le PC, dans sa politique électoraliste, cherche à attirer un peu plus de voix en spéculant sur les préjugés racistes qui existent dans la classe ouvrière française. Il veut plaire à tous ceux qui pensent que les immigrés volent le pain des travailleurs français, à ceux qui pensent que s'il y a du chômage en France c'est parce qu'il y a trop d'immigrés.

Oh bien sûr, le PC ne le dit pas en ces termes. Il accuse au contraire, à juste titre d'ailleurs, le gouvernement de favoriser l'installation des ghettos dans les municipalités de gauche et particulièrement celles du PC. Mais si telles étaient les véritables raisons, pourquoi s'attaque-t-il non pas au gouvernement mais justement aux victimes de la politique gouvernementale ? Pourquoi ne s'attaque-t-il pas aux "gros bonnets" qui font du trafic de drogue avec une complicité certaine de certains politiciens ou fonctionnaires haut placés, au lieu de dénoncer une famille pauvre marocaine si tant est-il que ce dont on l'accuse soit vrai ?

Ce que cherche le PC c'est de se donner une image radicale à bon compte sur un terrain ambigu comme celui de la drogue et particulièrement réactionnaire comme celui de l'immigration.

Aujourd'hui, même les membres de ce gouvernement réactionnaire, ceux qui, comme Stoléro se sont distingués à travers leurs décrets et leurs lois anti-immigrés, ceux qui envoient les policiers jusqu'à l'intérieur des foyers, se donnent des airs anti-racistes et font semblant de s'indigner des agissements du PC. Ce sont des hypocrites, et ils auront bien du mal à tromper les immigrés et les anti-racistes. Mais cela montre à quel point la politique du PC est indigne.

Spéculer sur les bas sentiments de la population, c'est peut-être payant sur le plan électoral. Le PC s'en sortira peut-être avec quelques voix de plus. Mais cette politique est nuisible. Aux immigrés en premier lieu, d'autant qu'elle vient compléter la politique du gouvernement en place. Elle conforte le camp des racistes qui se sentiront moins isolés et qui relèveront la tête en montrant du doigt les immigrés comme les responsables de tous les maux. Elle peut même servir à l'extrême-droite qui pourra profiter de cette atmosphère pour s'attaquer physiquement aux immigrés.

Mais elle est aussi dangereuse à l'encontre de la classe ouvrière dans son ensemble car elle favorise la division et les barrières stupides en son sein. Elle va dans le

sens des intérêts de la bourgeoisie ; car tant que la classe ouvrière est divisée, la bourgeoisie peut mener tranquillement sa politique d'austérité.

Cette attitude du PC contre les immigrés est en fait le prolongement de son chauvinisme et de son nationalisme. C'est le prolongement de "produisons français", "consommons français".

C'est le contraire du fondement même du socialisme et du communisme. Car être communiste c'est être internationaliste. C'est oeuvrer dans le sens de l'unité de toute la classe ouvrière sans distinction de race ni de religion, pour détruire le capitalisme sur l'ensemble de la planète.

Mais cette politique-là, le PC l'a abandonnée de longue date. Il a gardé le nom du communisme et le lien avec la classe ouvrière non plus pour mener une véritable politique communiste, mais pour entraîner la classe ouvrière vers une politique réformiste et chauvine.

* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et, qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.